



Communication & Influence

N°156 - Juin 2024

Quand la réflexion accompagne l'action

Le terrorisme pensé comme arme communicationnelle et levier d'influence : le décryptage de Daniel Dory

Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

"Le terrorisme consiste en la réalisation (et/ou la menace) d'actes de guerre visant à transmettre un message émotionnellement impactant à des audiences différentes des victimes immédiates de l'action violente". *A la veille des Jeux Olympiques 2024, cette réflexion de Daniel Dory mérite d'être soulignée. Universitaire ayant enseigné la géographie et la géopolitique tout à la fois en France et en Amérique latine, Daniel Dory a aussi eu une solide expérience de terrain en Bolivie – notamment comme vice-ministre du gouvernement – quant à la pénétration des arcanes des mouvements terroristes locaux. Comme aboutissement d'une longue trajectoire de recherche et d'enseignement sur le sujet, il vient de publier chez VA Éditions (Versailles, 2024), Étudier le Terrorisme, le premier manuel en langue française consacré au champ disciplinaire des études sur le terrorisme.*



Dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes Communication, Daniel Dory insiste sur la dimension informationnelle et communicationnelle du terrorisme, et l'importance de son étude scientifique non seulement pour les praticiens du contreterrorisme, mais également pour de nombreux acteurs engagés dans les mondes économique et financier.

Vous estimez que le terrorisme s'entend aussi – et peut-être d'abord – comme une arme de communication en direction de publics soigneusement visés. Pourquoi ? Absolument ! Le terrorisme est fondamentalement un mode de communication violent, principalement dans un but politique. D'ailleurs, le meilleur moyen de le distinguer des autres formes de violence politique, et particulièrement de la guérilla, est de s'intéresser à l'identité privilégiée de ses victimes.

Dans cette perspective j'utilise la notion d'identité vectorielle pour distinguer ce qui caractérise (sauf dommages collatéraux) les

cibles du terrorisme. J'entends par-là un ensemble de caractéristiques des personnes, des objets et des lieux qui les rendent particulièrement aptes, par le fait même de leur mort, souffrance ou destruction, à transmettre le message que les terroristes veulent adresser à des audiences déterminées. Ainsi, par exemple, les enfants, les femmes ou encore les touristes internationaux ont des identités vectorielles remarquables, car leur victimation engendre à la fois une forte médiatisation et une indignation qui peut conduire les autorités à surréagir de manière contreproductive. Dans la plupart des cas, les lieux des attaques



terroristes sont de bons indicateurs des audiences que les terroristes veulent atteindre. Par exemple, à Paris le 13 novembre 2015, le Bataclan et les bars et restaurants qui ont été ciblés se situent dans des arrondissements où François Hollande a fait ses meilleurs résultats électoraux en 2012. Sachant que l'objectif des terroristes était principalement de répondre aux bombardements contre l'État islamique en Irak et (très peu) en Syrie, on comprend le choix de lieux impliquant une haute probabilité d'atteindre un public soutenant le gouvernement à qui les messages étaient adressés.

Dans la logique communicationnelle du terrorisme, il faut savoir que l'acte terroriste s'accompagne nécessairement d'une gestion médiatique en amont (dosage et temporalité de la menace) et en aval (question de la revendication ou pas de l'attentat, etc.)

Toujours dans la logique communicationnelle du terrorisme, il faut savoir que l'acte terroriste s'accompagne nécessairement d'une gestion médiatique en amont (dosage et temporalité de la menace) et en aval (question de la revendication ou pas de l'attentat, justifications diverses adaptées à divers publics, etc.). Ce en quoi une campagne terroriste a une forte similarité avec une campagne publicitaire ciblant un ou plusieurs segments du marché. Avec une différence de taille pourtant : à savoir que l'attentat s'inscrit toujours dans un complexe terroriste dans lequel les terroristes, les autorités, les médias

et d'autres acteurs, interagissent de manière évolutive dans le temps. Il en résulte que les messages des terroristes entrent rapidement en compétition avec ceux des autorités qui tentent d'imposer leur "régime de vérité" concernant la nature des auteurs de l'attentat ("terroriste" ou pas, mais presque toujours "lâche et barbare"). Depuis quelques décennies ce combat idéologique se déroule simultanément dans la presse et les organes audiovisuels liés au régime en place, et dans les réseaux sociaux difficilement contrôlables malgré les multiples tentatives, autant des gouvernements "autoritaires" que "démocratiques". On assiste donc entre les groupes dits terroristes et les gouvernements à un combat autour de l'e-réputation qui est souvent passionnant à observer, et dont les enseignements, là encore, peuvent être mis à profit dans une multiplicité de secteurs.

On le voit donc, pour qui dispose des outils conceptuels et de la méthodologie scientifique adéquats, le terrorisme est un phénomène médiatique et communicationnel prodigieusement intéressant. Et ce, d'autant plus que les mêmes faits donnent lieu, en raison de la dialectique entre terrorisme et contreterrorisme à des interprétations divergentes. Ainsi, par exemple, les différents aménagements urbains qui visent à répondre à la menace terroriste (blocs de béton barrant les rues et les trottoirs, plots divers, poubelles anti-explosion, etc.) signifient à la fois le souci des autorités de protéger les populations et la menace omniprésente que les terroristes font peser en permanence dans la plupart des lieux publics... D'où, par exemple, la nécessité de procéder à de tels aménagements avec une prudence extrême, et idéalement à l'aide de conseillers disposant d'une expertise réelle en la matière. Et il suffit de se promener dans de nombreuses villes pour constater que ce savoir, pourtant indispensable, n'a pas souvent été mobilisé.

Dans le même ordre d'idée, le terrorisme peut aussi être vu comme un levier d'influence en direction des décideurs, politiques ou médiatiques. Comment se met en place une telle mécanique ? Quelle est dès lors la logique à l'œuvre ?

Oui, en ce sens que le terrorisme participe aussi d'une modalité particulière de la guerre, à savoir la guerre psychologique. Et si, contrairement à trop de clichés répandus par des "experts" peu qualifiés, le terrorisme tue peu et terrorise seulement dans une faible mesure, il crée un sentiment d'insécurité et de défiance envers les autorités, et surtout une indignation susceptible d'engendrer des réactions dysfonctionnelles.

C'est pourquoi il est raisonnable de penser qu'une bonne partie des conséquences pernicieuses du terrorisme se doivent à des réactions erronées des dispositifs contreterroristes. Là encore, les exemples ne manquent pas, depuis la guerre absurde et criminelle contre l'Irak en 2003, les opérations à dominante française au Sahel à partir de 2013, ou encore la riposte israélienne à l'attaque du 7 octobre 2023 à partir de la bande de Gaza. Dans tous ces cas, et dans bien d'autres, la nature de la guerre et celle de l'ennemi, plutôt que de faire l'objet d'une analyse aussi scientifique que possible, a été envisagée au prisme de considérations polémiques et a donné lieu à des ripostes principalement militaires, sans grande considération pour les réalités culturelles, ethniques et, surtout, politiques.

Ce qui m'amène à un point extrêmement important. Car, si bien la recherche sur le terrorisme peut sembler être un champ scientifique hautement spécialisé, il ne faut pas commettre l'erreur de penser que ses résultats ne concernent qu'un cercle étroit de praticiens du contreterrorisme ou de théoriciens académiques. En effet, la compréhension rigoureuse du fait terroriste offre des occasions de disposer d'éclairages indispensables sur une série de problèmes essentiels pour affronter la conflictualité contemporaine. D'abord, bien entendu, le terrorisme invite à approfondir l'ensemble des questions liées aux transformations en cours de la guerre irrégulière, asymétrique et totale dans des perspectives stratégiques et tactiques dont j'ai proposé quelques linéaments dans mon récent livre *Étudier le Terrorisme* (op.cit.).

Ensuite, analysant une modalité du recours à la violence dans un but avant tout communicationnel, la recherche sur le terrorisme à beaucoup à dire sur l'ensemble des interactions où l'influence joue un rôle essentiel. Car si l'acte terroriste vise fondamentalement à modifier les idées et comportements de différentes audiences, sa logique intrinsèque n'est pas étrangère à l'ensemble des actions d'influence dans les domaines militaires, policiers et civils. En particulier, cette incursion dans les opérations d'influence "poussées à la limite" peut mettre à nu des ressorts autrement imperceptibles de la guerre informationnelle, notamment dans le domaine économique.

Un dernier point sur lequel il est important d'insister ici, est celui de la différenciation des audiences. Car il est rarissime qu'un acte terroriste ne s'adresse qu'à un segment unique de la population. Ainsi, un même attentat peut à la fois chercher à faire pression sur un gouvernement, activer des soutiens internationaux, consolider la mobilisation des sympathisants, montrer aux organisations concurrentes et/ou rivales que le groupe est le plus déterminé et efficace dans la lutte, intimider une fraction de la population afin d'obtenir au moins une complicité passive, etc.

Il est donc capital, à l'heure d'analyser un acte ou une campagne incluant le recours au terrorisme, de commencer par bien identifier ses cibles communicationnelles et faire de cette connaissance la base de la riposte contreterroriste. Ici encore, on est dans le champ d'une expertise qui coïncide avec celle qui gère les opérations d'influence... ■

EXTRAITS

Pour une définition du terrorisme sous l'angle communicationnel...

"À maints égards, le terrorisme occupe une place similaire au football dans l'opinion publique : très nombreux sont ceux qui ont des avis tranchés sur la sélection et la position des joueurs, mais peu de gens connaissent toutes les règles du jeu, et encore moins nombreux sont ceux qui seraient capables d'agir efficacement sur un terrain réel. Car le terrorisme ne laisse pas indifférent, et il est même caractérisable par le fait qu'il vise à susciter des émotions (de peur, voire d'indignation) qui obligent chacun, sinon à prendre position, tout au moins à se sentir lointainement concerné. Si l'on ajoute à cela que le terrorisme est le lieu de toutes les manipulations, de tous les mensonges et, surtout, du secret (parfois de polichinelle) qui coexistent avec l'essence de l'acte terroriste comme moyen de communication violente, on comprend les difficultés qui attendent ceux qui entreprennent de l'aborder dans une perspective scientifique. C'est-à-dire en construisant des hypothèses basées sur des faits rigoureusement observés, et soumises à des vérifications empiriques permanentes." *Ainsi Daniel Dory ouvre-t-il son livre au chapitre 1 en rappelant que le terrorisme est avant tout un outil de communication et d'influence. Peu d'effets réels et une immense onde de choc dans les esprits. A méditer avant l'été 2024 où les feux de la rampe seront braqués sur la France...*

"Il n'est pas inutile de commencer [...] en rappelant ce que le terrorisme n'est pas. En effet, il est capital, d'entrée de jeu, de savoir que le terrorisme n'est pas un ennemi auquel on peut faire la guerre ; ce n'est pas non plus une idéologie, ni une stratégie à lui seul, et encore moins une entité jouissant d'une existence autre que celle de mots semblables qui renvoient à des abstractions. Bref, le terrorisme n'est pas une "chose", et donc on a tout à perdre à le réifier. Ce point est d'une extrême importance pour la suite, ne serait-ce que pour des motifs d'hygiène mentale. Cela dit, loin d'être une entité mystérieuse capable d'accomplir, en raison de sa nature même, les actions les plus abjectes (surtout si c'est notre ennemi qui en use...), le terrorisme peut être défini de façon satisfaisante comme une technique d'usage de la violence dans un but de communiquer un ou plusieurs messages à différentes audiences. Mais pour parvenir à cette conception réaliste, un bref détour par les interminables débats définitionnels est nécessaire. Car le terme "terrorisme" renvoie à un ensemble de faits et de représentations dont la problématisation est indispensable, et l'univers des objets concernés est largement fonction de l'approche que chaque chercheur est susceptible de mettre en œuvre. Ainsi, Alex Schmid a rassemblé plus de 250 définitions, avant de proposer lui-même une "définition académique consensuelle", qui est d'ailleurs loin de faire l'unanimité... Ensuite, les désignations "terrorisme" et "terroriste", en raison de leur caractère polémique, portent aussi des enjeux politiques, idéologiques et judiciaires où s'affrontent notamment, en fonction de leurs positions respectives, les autorités des États et leurs appareils préventifs et répressifs antiterroristes, les médias, les chercheurs et, bien évidemment, aussi les individus ou groupes pouvant être désignés de la sorte (et qui, très généralement, récusent cette qualification à l'aide d'arguments divers). Pour affronter ces questions, et leur apporter une solution opérationnelle, il convient donc d'assumer que le "fait terroriste" se construit par l'interaction variable, suivant les moments et les lieux, de trois strates (ou pôles) de signification/désignation composées de contenus sémantiques polémiques, juridiques et (à vocation) scientifiques. [...]

La strate scientifique

"La strate scientifique doit, en principe, cerner la spécificité du fait terroriste. C'est-à-dire d'abord, le distinguer des autres formes de violence politique (assassinats ciblés, émeutes, guérillas, etc.), et ensuite identifier sa logique opératoire en tant que technique particulière de guerre irrégulière, asymétrique et totale. Ceci implique d'abord qu'une définition à vocation scientifique doit se centrer sur le terrorisme en tant que technique, et être indépendante de la nature des acteurs qui y ont recours (individus, groupes non étatiques, États), ou des causes dont ils se réclament (nationalistes, séparatistes, islamistes, sionistes, environnementalistes, etc.). Car c'est seulement à cette condition que l'on parvient à éviter le piège de l'interminable renvoi de la définition du terrorisme à la solution d'une suite sans fin d'autres débats définitionnels sur le lien – direct ou indirect – de l'acte avec des États, sur le caractère politique ou non de certaines causes (religieuses, criminelles, etc.), sur l'"innocence" des victimes, et une longue suite d'autres problèmes qui nous mènent inévitablement à des ambiguïtés, sans doute indispensables à la strate polémique, mais hautement dommageables en matière scientifique. À cet égard, la définition suivante apparaît comme pouvant satisfaire ces exigences minimales : *"Le terrorisme consiste en la réalisation (et/ou la menace) d'actes de guerre visant à transmettre un message émotionnellement impactant à des audiences différentes des victimes immédiates de l'action violente"*. Dans le processus de construction d'un champ de recherche scientifique, cette formulation synthétique s'intègre [...] dans le cadre théorique qui se fonde sur l'identification du complexe terroriste comme objet central de notre démarche. Ce qui implique notamment la prise en compte de l'ensemble des acteurs et des lieux qui participent à la production de l'acte terroriste, tout comme de ceux qui, dans une logique interactionnelle, configurent les politiques et actions contreterroristes." (Daniel Dory, *Étudier le Terrorisme*, op.cit., p. 13-14 et 18-19).

Pour en savoir plus :

Le précédent entretien de Daniel Dory dans Communication & Influence :

http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_avril_2022_Daniel_Dory.pdf

interview vidéo :

<https://www.youtube.com/watch?v=ISi-yvHKmz8>

EXTRAITS

Caractérisation du terrorisme par l'identité des victimes - I

Pour comprendre le terrorisme, explique Daniel Dory, "c'est sur l'identité des victimes qu'il faut concentrer l'analyse. En effet, on peut différencier les victimes de violences politiques suivant trois types d'identités : personnelle, fonctionnelle et vectorielle." Explications appuyées par de nombreux exemples.

"Faire référence à la guerre implique la nature politique des actes terroristes. Ensuite, il s'agit de se donner les moyens de distinguer le plus efficacement possible le terrorisme parmi les autres formes de violence politique (ou non) pour satisfaire la condition de spécificité de tout objet scientifique. Ce n'est donc pas vers la nature de l'acte (et ses divers modes opératoires) ni vers les caractéristiques des acteurs (causes dont ils se réclament, mode d'organisation, etc.) qu'il convient de porter le regard, mais c'est sur l'identité des victimes qu'il faut concentrer l'analyse. En effet, on peut différencier les victimes de violences politiques suivant trois types d'identités : personnelle, fonctionnelle et vectorielle.

En privilégiant l'analyse de l'acte terroriste à partir des caractéristiques principales de ses cibles, on introduit un élément important en vue de comprendre sa spécificité. Il faut cependant insister sur le fait que les identités dont il est ici question correspondent plus à des types idéaux wébériens (c'est-à-dire à des abstractions qui permettent de construire des hypothèses) qu'à des données empiriques présentant des discontinuités excluant. Les différentes catégories de la violence (principalement) politique se présentent dès lors en fonction de la nature dominante de leurs victimes, au sein d'une sorte de continuum, d'ailleurs susceptible de varier en fonction des transformations des situations géopolitiques.

L'identité personnelle, se réfère aux propriétés singulières d'une victime qui en font un objet de violence irremplaçable dans un contexte donné. Ainsi, l'assassinat de Yitzhak Rabin (4 novembre 1995) ne concerne pas seulement un Premier ministre israélien, mais surtout un individu spécifique menant une politique déterminée. Au-delà de la fonction, c'est donc la personne qui est éliminée dans ce cas. Des considérations similaires s'appliquent aux meurtres de personnages comme le tsar Alexandre II (1881), l'archiduc François-Ferdinand (1914), ou encore le président Kennedy (1963), etc. Le point important dans ces cas étant que ces personnages, en plus de leurs rôles (rois, présidents, ministres, chefs de la police ou de l'armée...), sont l'objet d'une décision stratégique et/ou d'une haine qui dépasse leurs fonctions. C'est-à-dire qu'outre ce qu'ils sont, ils se singularisent par ce qu'ils ont fait ou font ; ce qui justifie, aux yeux de leurs assassins, leur élimination ciblée.

Cette question de la différence entre *l'assassinat politique ciblé* et le terrorisme a fait l'objet de discussions intéressantes dans la littérature spécialisée permettant, sinon de parvenir à une conclusion claire et définitive, tout au moins d'en cerner convenablement les enjeux. Car si toutes les formes de violence politique sont susceptibles de produire des morts, et si l'assassinat fait aussi partie du répertoire des modes opératoires du terrorisme, seul l'examen attentif des particularités des victimes (en fonction de l'intention des auteurs de transmettre un message) permet de cerner adéquatement l'acte terroriste.

L'identité fonctionnelle concerne les membres d'institutions comme les forces armées, l'appareil judiciaire, les dispositifs médiatique, policier ou administratif d'un État, ou encore les caractéristiques des combattants et militants de groupes quelconques engagés dans des affrontements politiques. Ce sont généralement des opérations de *guérilla* qui s'attaquent à ce type de cibles. À partir de cette observation, il est aisé de différencier le terrorisme de la guérilla. Toutefois, en raison de leurs modalités communes qui tiennent à leur appartenance au registre de la guerre irrégulière et asymétrique (antagonisme du "faible" au "fort"), et au fait que très souvent des acteurs engagés dans une insurrection recourent (parfois simultanément) à ces deux modalités de la violence politique, leur discrimination est souvent plus difficile que prévu. Et même si la taille généralement plus grande des groupes s'engageant dans des guérillas et leurs objectifs de contrôle territorial les distinguent des entités "purement" terroristes, bien des éléments contribuent à rendre impossible une distinction nette.

Ainsi, une étude sur les victimes létales de l'organisation basque ETA (*Euskadi ta Askatasuna*) et de ses dérivés au cours de la période 1978-2003 montre que les victimes choisies en fonction de leurs identités fonctionnelles (Police, *Guardia Civil*, militaires, Police basque et autorités politiques) représentaient près des deux tiers des morts (64,4 %), alors que les civils (censés se distinguer par une identité vectorielle) ne représentaient que 34,7 % des cas. Il en résulte donc la nécessité de faire la part entre la désignation polémique de ETA en tant que "bande terroriste", et la réalité de son profil de victimation.

À cela s'ajoute le poids de la strate polémique, qui limite l'usage du mot "terroriste" aux groupes que l'on combat (cas des États menacés, par exemple), alors que l'on parlera plutôt de "guérilleros", désignation plus noble et héroïque, si l'on sympathise avec leur cause (cas des acteurs eux-mêmes et d'une partie de la littérature les concernant)."

(suite p.5)

EXTRAITS

Caractérisation du terrorisme par l'identité des victimes - II

(suite de la p.4)

"Ce phénomène est particulièrement visible à propos des mouvements insurrectionnels en Amérique latine, sur lesquels la réflexion sur la distinction terrorisme-guérilla a été la plus intense sans parvenir, cependant, à des conclusions théoriques généralisables. Parmi les facteurs qui ont sans doute durablement contribué à la confusion en la matière, il faut rappeler l'ambiguïté des principaux théoriciens latino-américains de la lutte armée à l'égard du recours au terrorisme. Ainsi, alors que le Che Guevara semble rejeter le terrorisme au profit des assassinats ciblés, le Brésilien Carlos Marighella considère que le terrorisme doit faire partie intégrante du répertoire de l'action du guérillero urbain.

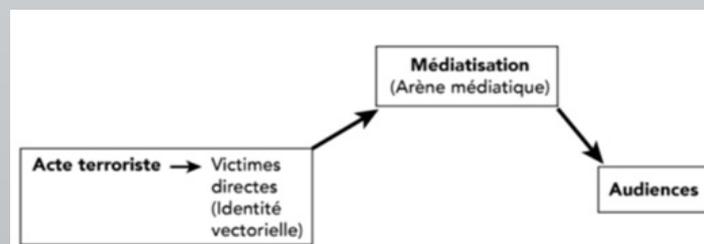
Parmi les autres éléments qui distinguent le terrorisme de la guérilla, le rapport au territoire est aussi souvent mentionné. Car si aucune de ces deux modalités de la violence politique n'est déterritorialisée, l'objectif de contrôler un territoire pour y installer des hiérarchies parallèles et y puiser des ressources est généralement associé aux guérillas "classiques", issues notamment du modèle maoïste ; alors que les acteurs terroristes seraient plus enclins à chercher des sanctuaires (parfois ruraux dans des zones frontalières ou le plus souvent urbains, par exemple dans des quartiers "sensibles") pour préparer des actes qui seront réalisés à l'extérieur de ces zones protectrices. De ces travaux, comme de ceux qui adoptent une perspective générale, se dégage cependant l'idée qu'il est malaisé d'opérer une distinction nette entre ces deux formes de lutte armée, qui participent d'un continuum de la violence politique entre deux pôles que l'on peut au mieux distinguer, comme nous le proposons ici, en analysant l'identité des victimes. Sachant que l'on peut ajouter à ce critère celui, largement redondant, de la distinction entre cibles "dures" (propres à la guérilla) et "molles" (associées au terrorisme).

En outre, l'hypothèse d'une convergence tendancielle des guérillas, dont les conditions de possibilité se voient progressivement réduites, vers des formes de plus en plus clairement terroristes de violence, peut s'appuyer à la fois sur les acquis initiaux de la recherche historique en la matière, ainsi que sur les avancées actuelles de la réflexion (géo) stratégique sur les guerres irrégulières.

L'identité vectorielle distingue la capacité différentielle d'une victime de porter, au moyen du spectacle de la violence qui lui est infligée, les messages que l'acte terroriste vise à transmettre. Ainsi, les lieux et les moments des attentats sélectionnent, en quelque sorte, les victimes en fonction de leurs appartenances sociales, religieuses et/ou ethniques. Et ici on est pleinement dans le domaine du *terrorisme*, qui en négligeant les identités personnelles et fonctionnelles de ses victimes (non-combattants, civils, "innocents") s'attaque de manière non aléatoire et aucunement "indifférenciée" (sauf pour les "victimes collatérales") à des cibles choisies pour produire l'impact émotionnel le plus considérable possible, car c'est bien d'une opération de guerre psychologique qu'il s'agit.

En pratique, si cette catégorisation des identités des victimes est fondamentale pour comprendre la spécificité du fait terroriste, il faut bien se garder d'enfermer ces identités dans des compartiments étanches. Ainsi, l'attaque au siège de *Charlie Hebdo* le 7 janvier 2015 est incontestablement – suivant notre définition – un acte terroriste, bien qu'en plus de l'identité vectorielle des victimes principales, ce sont aussi leurs identités personnelles (liées à la publication de dessins jugés blasphématoires) qui étaient visées ; de sorte que cette action relève aussi d'une espèce de "règlement de comptes" entre groupes sur la base d'antagonismes idéologiques et religieux. Cette approche définitionnelle basée sur l'identité des victimes permet, en outre, de mettre en évidence leur rôle dans l'interaction communicationnelle qui constitue l'acte terroriste. Ce qui passe par leur traitement médiatique, rarement consensuel (ce pour quoi on parle ici d'"arène médiatique") qui exprime et consolide l'identité vectorielle des victimes. Notons enfin que cette identité vectorielle, si elle est nécessairement subie de manière passive par les victimes du terrorisme, peut dans certaines circonstances faire l'objet d'une appropriation, voire d'une politisation, par le biais de témoignages individuels ou collectifs au sein d'organisations diverses dont l'étude commence à être intégrée au champ des études sur le terrorisme.

On peut donc représenter l'ensemble de la logique inhérente au terrorisme à l'aide du graphique suivant :



(Daniel Dory, *Étudier le Terrorisme*, op. cit., pp. 27-32)

BIOGRAPHIE

De nationalité belge et bolivienne, Daniel Dory est né en 1955 à La Paz (Bolivie). Docteur en sciences (géographie, 1990, Vrije Universiteit Brussel) et HDR (Habilitation à diriger des recherches, 2003, Université de La Rochelle), Daniel Dory était jusqu'en avril 2022 maître de conférences en géographie et géopolitique à l'Université de La Rochelle. Sa formation recoupe de larges champs puisqu'il est – entre autres – détenteur d'une maîtrise et agrégation de philosophie (1978, Université catholique de Louvain), d'une maîtrise de sociologie (1980, Paris-V), d'un DEA d'anthropologie (1981, Paris-V), d'un certificat de sciences criminelles (1982, Paris-II)... Si Daniel Dory commence sa carrière en France, il va très vite embrasser un parcours international – au demeurant peu commun. De 1984 à 1990, il est membre de l'UA 914 CNRS-Paris-I (Histoire et épistémologie de la géographie), puis de 1991 à 1995, maître de conférences à l'Université de Clermont-Ferrand. En 1995, il devient directeur du Plan départemental d'aménagement du territoire de Cochabamba (Bolivie), avant de devenir, d'août 1997 à mars 2000, sous-secrétaire à l'aménagement du territoire, puis vice-ministre du gouvernement bolivien, chargé notamment par la Présidence de la coordination de la sécurité intérieure en matière antiterroriste et de lutte contre le narcotrafic. De 2000 à 2005, on le retrouve comme maître de conférences à l'Université de La Rochelle, avant qu'il ne retourne en Bolivie de 2005 à 2010. Il sera d'ailleurs en charge de 2007 à 2009 du cours de géopolitique à la *Escuela de Altos Estudios Nacionales*, la plus haute institution de formation des Forces Armées boliviennes. Il revient en 2010 terminer sa carrière universitaire en France à La Rochelle. Il est aujourd'hui membre du comité



scientifique de la revue *Conflicts*, du comité de rédaction de la revue *Sécurité Globale*, codirecteur de la rédaction de la revue *Problèmes d'Amérique latine* et directeur de la collection *TerrorismeS* (VA Éditions). Il a bénéficié d'une large expérience à l'international, avec des terrains de recherche au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, Bolivie, Philippines, Colombie... Il a participé à de nombreux colloques et congrès internationaux, organisés notamment par l'Union géographique internationale (Quito, Barcelone, Washington, Pékin, Sidney, etc.), ou dans le cadre d'échanges universitaires (Varsovie, Rostock, Buenos Aires, Marajó (Brésil), etc.).

Il a aussi participé à des réunions inter-gouvernementales au Chili, Argentine et Brésil, et a été membre temporaire des Missions boliviennes à l'ONU et Unesco. Daniel Dory a notamment publié des dizaines d'articles scientifiques en lien avec le terrorisme. Il est en outre l'auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels *Les enjeux de la tropicalité* (avec M. Bruneau, Masson, 1989), *Éléments de géopsychiatrie* (L'Harmattan, 1991), *Géographie des colonisations* (avec M. Bruneau, L'Harmattan, 1994), *La construction religieuse des territoires* (avec J-F Vincent et R. Verdier, L'Harmattan, 1995), *Lógicas Territoriales y Políticas Públicas* (PIEB, La Paz, 2000), *Las Raíces Históricas de la Autonomía Cruceña* (Gobierno departamental autónomo de Santa Cruz, 2009), *Terrorisme et Contre-insurrection* (avec M-D Demélas, VA Editions, 2021), *Le complexe terroriste* (avec J-B Noé, VA Editions, 2022), *Écoterrorisme ? Comprendre et évaluer la menace* (Les Cahiers de Liberté Politique, N° 1, 2023), et enfin : *Étudier le Terrorisme*, (VA Editions, 2024). Il a en outre une activité de conférencier et organise des modules de formation dirigés à divers publics.

L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.

"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé Daniel Dory va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plate-forme de réflexion.

Bruno Racouchot
Directeur de Comes



Communication & Influence

UNE PUBLICATION DU CABINET COMES

Paris ■ Toronto ■ São Paulo ■ Porto Alegre

Directrice de la publication : Sophie Vieillard

Illustrations : Rossana

CONTACT

France (Paris) - North America (Toronto)

South America (São Paulo - Porto Alegre)

bruno@comes-communication.com

www.comes-communication.com

Quand la réflexion accompagne l'action